



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pauvreté

Question au Gouvernement n° 1768

Texte de la question

## SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

M. le président. La parole est à M. François Asensi, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. François Asensi. Monsieur le Premier ministre, mesdames, messieurs les ministres, tous les indicateurs économiques et sociaux sont en alerte avec 50 000 chômeurs supplémentaires au mois d'octobre. La pauvreté s'aggrave, les classes moyennes se paupérisent. Les Restos du Coeur s'attendent à un afflux record cet hiver avec plus de 110 millions de repas distribués. Les inégalités sociales explosent.

Pourtant, vous invoquez une croissance au coin du tournant pour mieux vous en remettre à la main invisible du marché. Mais la seule sortie de crise que l'on constate bénéficie aux banquiers et aux actionnaires - la BNP enregistre 4 milliards de bénéfices. C'est le retour des jours heureux pour les dignitaires du CAC 40 et les *traders* de New York, qui ont accumulé 140 milliards de bonus.

Rien n'a donc changé dans le capitalisme financier. L'argent public dégagé pour sauver les banques n'a servi qu'à nourrir la spéculation et regonfler la bulle financière.

Dès lors, le débat dangereux que vous proposez autour de l'identité apparaît comme une entreprise de diversion destinée à nous détourner de cette réalité sociale. Ce débat méritait pourtant de rassembler la société française loin des instrumentalisation politiques et de la privatisation de l'État par l'UMP.

Vous évoquez la cohésion de la nation, mais comment peut-on parler de cohésion quand 40 % de jeunes des quartiers sensibles sont au chômage et que la moitié vit sous le seuil de pauvreté, selon un rapport publié hier ? L'égalité républicaine, véritable ADN de notre nation, est bafouée quotidiennement dans ces territoires.

Monsieur le Premier ministre, allez-vous entendre les Français en difficulté et leur adresser un signe de justice en exonérant les bénéficiaires du RSA de la taxe d'habitation et en augmentant significativement le SMIC au 1er janvier 2010 ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement*. Mesdames, messieurs les députés, un chiffre résume la résistance de notre pays face à la crise : à la fin de l'année 2009, les pays de la zone euro enregistreront un recul de croissance de 4,4 % quand, en France, l'évolution du PIB se situera entre moins 2 % et moins 2,1 %. Bien sûr, monsieur Asensi, je ne fais là aucun triomphalisme. Simplement, je voudrais rappeler qu'il y a tout juste un an, le Président de la République prenait la décision de lancer un grand plan de relance de l'économie par l'investissement. Aujourd'hui, force est de constater...

M. Maxime Gremetz. ...que la situation s'aggrave ! On voit ce que ça a donné !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement*. ...que les choix que nous avons effectués se révèlent pertinents.

Contrairement à ce qui avait été proposé sur ces bancs, nous avons fait le choix de l'investissement. Nous avons fait le choix de sauver la filière automobile : 220 000 primes à la casse étaient prévues, ce sont plus de 500 000 véhicules qui vont bénéficier de ce dispositif cette année. Nous avons mobilisé 350 millions d'euros supplémentaires dans les quartiers que vous évoquez pour la rénovation urbaine.

M. Maxime Gremetz. Arrêtez donc !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement*. Nous avons mis en place le dispositif des écoles numériques rurales pour que la relance bénéficie également aux territoires ruraux.

Nous avons veillé aussi à ce que la croissance ne laisse personne au bord du chemin. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*) Le dispositif d'activité partielle a ainsi permis de sauver 300 000 emplois. Le dispositif " zéro charge " est à l'origine de la création de 600 000 emplois, en pleine crise, dans les très petites entreprises. Enfin, avec le revenu de solidarité active et avec les dispositifs fiscaux, nous avons veillé au sort des plus démunis.

Monsieur Asensi, vous le voyez, nous sommes totalement mobilisés sur le plan économique et les choix que nous avons faits il y a un an s'avèrent aujourd'hui pertinents. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. François Asensi](#)

**Circonscription :** Seine-Saint-Denis (11<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1768

**Rubrique :** Politique sociale

**Ministère interrogé :** Éducation nationale

**Ministère attributaire :** Éducation nationale

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 2 décembre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 décembre 2009